

MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES ET EUROPEENNES

DIRECTION DES ARCHIVES

ARCHIVES ORALES

INVENTAIRE ANALYTIQUE

AO 15

JACQUES VIMONT

PARIS 2008

CONDITIONS DE COMMUNICATION

Les entretiens accordés par les personnalités qui ont, à un titre ou à un autre, pris part à la politique étrangère de la France, sont réalisés et conservés par la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères qui, toutefois, n'en est que le dépositaire.

Juridiquement, les "archives orales" sont, en effet, des archives privées. Aussi, comme le stipule le Code du patrimoine : "Lorsque l'Etat et les collectivités territoriales reçoivent des archives privées à titre de don, de legs, de cession, de dépôt révocable ou de dation [...], les administrations dépositaires sont tenues de respecter les conditions auxquelles la conservation et la communication de ces archives peuvent être soumises à la demande des propriétaires" (L213-6). Le décret n° 80-975 du 1^{er} décembre 1980 relatif aux archives du ministère des Affaires étrangères précise que "la communication des archives [privées conservées par lui] s'opère dans les conditions fixées par l'acte de transfert au ministère des Affaires étrangères. Il ne peut être apporté de modification à ces conditions sans l'accord préalable des intéressés" (titre II, art. 9).

Par ailleurs, les archives orales, en tant qu'œuvres de l'esprit, sont soumises à la législation sur le droit d'auteur. Leur publication intégrale est en conséquence subordonnée à l'autorisation écrite du témoin-déposant ou de ses ayants-droit.

Les conditions de communication, entièrement déterminées par les déposants, sont les suivantes :

Consultation sans réserve Le chercheur a librement accès au document qu'il peut écouter dans son intégralité.

Consultation avec autorisation écrite Le chercheur n'a accès au document qu'après avoir produit une autorisation écrite du déposant ou de ses ayants-droit.

Consultation partielle Le chercheur ne peut consulter que certaines parties du document, non réservées.

Consultation réservée La consultation des documents ne sera possible qu'à l'expiration du délai fixé par le déposant.

NOTA BENE

Etant donné la complexité des conditions de communication fixées par les déposants, le tableau suivant n'est donné qu'à titre indicatif. Aussi, les chercheurs désireux de consulter ces documents voudront bien se mettre en rapport avec les conservateurs en charge des archives orales pour obtenir de plus amples précisions.

AO 15. — Jacques VIMONT, ambassadeur de France

Notice biographique

Né le 17 juillet 1911, décédé le 7 février 2002.

Formation. — Licencié en droit, diplômé de l'Ecole des sciences politiques.

Carrière. — Admis au concours d'entrée dans les carrières diplomatique et consulaire, 1938 ; attaché d'ambassade à Belgrade, 1938-1939 ; à la disposition de la résidence générale à Tunis (chef de cabinet, puis directeur de cabinet), 1939-1943 ; membre du bureau d'études clandestin du Département, avril 1943 ; sous-directeur des Protectorats, 1945 ; conseiller du Gouvernement chérifien, 1946-1949 ; premier conseiller à Berne, 1949-1950 ; secrétaire général du Gouvernement tunisien, 1950-1951 ; premier conseiller à Rio de Janeiro, 1951-1953 ; directeur adjoint du Cabinet du ministre, 1953-1954 ; premier conseiller à Washington, 1954-1957 ; chargé des Affaires d'Amérique, 1957-1958 ; directeur du Personnel et de l'Administration générale, 1958-1965 ; membre titulaire du Conseil supérieur de la Fonction publique, 1958-1965 ; ambassadeur au Mexique, 1965-1969 ; ambassadeur en Tchécoslovaquie, 1969-1972 ; ambassadeur en Union soviétique, 1973-1976 ; élevé à la dignité d'ambassadeur de France, 1975.

12 entretiens

Communication : libre (réservée durant 30 ans après les faits)

Entretien n° 1 réalisé le lundi 25 juin 1986 au ministère des Affaires étrangères, 37 quai d'Orsay, à Paris, par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux archives du ministère des Affaires étrangères, et Maurice Vaisse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] *Expert à la conférence de Londres du Conseil des ministres des Affaires étrangères des Cinq Grands (11 septembre 1945).* — Objectifs de la conférence, sa composition, les délégations de la France, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Union soviétique et de la Chine ; importance et enjeux de la conférence.

[2] Les chefs de délégation : Georges Bidault, E. Byrnes, Ernest Bevin, Molotov ; tensions entre Bevin et Molotov.

[3] Déroulement de la conférence : ordre du jour ; dissensions entre les vainqueurs en raison du refus des Soviétiques de contrôler l'exécution des traités.

[4] La question de la frontière entre la Hongrie et la Roumanie.

[5] La question du traité de paix avec l'Italie : les différentes propositions concernant les colonies italiennes ; les désaccords entre les Alliés au sujet du traité ; l'affaire de Trieste : la procédure adoptée par la conférence ; la délégation yougoslave ; la délégation italienne.

[6] La fin de la conférence : les Soviétiques réclament que seuls les trois signataires de l'armistice participent aux discussions préparatoires aux traités de paix ; le point de vue des Occidentaux, leur proposition de signer plusieurs protocoles.

[7] Transfert du Conseil des ministres des Affaires étrangères de Londres à Paris, au palais du Luxembourg et décision prise à la session avril- mai 1946 d'envoyer une commission d'enquête à Tende et à La Brigue.

[8] Considérations sur l'évolution de l'interprétariat dans les conférences internationales de 1945 aux années 1950.

[9] Le général de Gaulle et la politique étrangère : pour l'Italie, Bidault dispose d'une totale latitude, mais le dossier allemand est réservé au Général ; sa politique de fermeté dans ce domaine.

[10] *Expert des questions coloniales italiennes au Conseil des ministres des Affaires étrangères, chargé des revendications françaises sur les cantons de Tende et La Brigue.*— Les revendications territoriales françaises ; historique de la question de Tende et de la Brigue.

2^{ème} partie

[1] *Expert des questions coloniales italiennes au Conseil des ministres des Affaires étrangères, chargé des revendications françaises sur les cantons de Tende et La Brigue (suite).*— Envoi par le Conseil des ministres des Affaires étrangères d'une commission d'experts in situ (29 avril 1946) : mission de la commission, sa composition, le programme du voyage ; arrivée à Nice et départ pour Tende, avec halte à Breil pour y rencontrer des exilés pro-français de s deux cantons ; arrivée à Tende avec des manifestations pro-italiennes suscitées par les autorités italiennes.

[2] Auditions à la mairie de Tende des autorités locales, de l'officier de liaison britannique, de l'officier de liaison français, des anciens conseillers administratifs choisis par les Alliés et des maires de Tende et de La Brigue ; sur la proposition de J. Vimont, la commission part interroger les habitants.

[3] Considérations sur les aspects linguistiques, hydroélectriques et démographiques ; arguments déterminants en faveur des revendications françaises : unité historique du comté de Nice ; géographie et stratégie ; frontière naturelle.

[4] Préparation du rapport de mission à Monaco et à Nice, audition à Nice des réfugiés pro-français de Tende et La Brigue ; rédaction du procès-verbal et du rapport (5-11 mai 1946) et conclusions de la commission : le choix d'un plébiscite ; la question des usines hydroélectriques et de la fourniture de courant électrique à l'Italie : création d'une commission d'experts en matière hydroélectrique .

[5] Signature du traité de rattachement (15 septembre 1947) et plébiscite favorable à la France (octobre 1947) ; revendications françaises sur le Val d'Aoste et Vintimille abandonnées avant la conférence de Londres ; les liens franco-soviétiques.

Entretien n° 2 réalisé le mardi 26 juin 1984 au ministère des Affaires étrangères, 37 quai d'Orsay, à Paris, par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur

aux archives du ministère des Affaires étrangères, et Maurice Vaisse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] *Directeur adjoint du cabinet de Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères (1953-1954).*— Circonstances de la nomination de J. Vimont au cabinet ministériel.

[2] Le cabinet, sa composition, présentation du ministère des Affaires étrangères et des grandes questions du moment (C.E.D., décolonisation). G. Bidault, ministre des Affaires Etrangères : ses méthodes de travail, sa candidature malheureuse à la présidence du Conseil.

[3] Les grands changements extérieurs : élection du général Eisenhower à la présidence des Etats Unis; mort de Staline (5 mars 1953) ; l'appel à la convocation d'une conférence à quatre. Rôle de J. Vimont dans le cabinet de Georges Bidault et les circonstances de sa participation à quatre conférences de juillet 1953 à juillet 1954.

[4] La conférence de Washington (juillet 1953) entre les ministres des Affaires Etrangères des Etats Unis, de Grande Bretagne et de France ; l'affaire de la destitution de Lavrenti Pavlovitch Béria ; signature de l'armistice en Corée ; déroulement de la conférence.

[5] La conférence des Bermudes (décembre 1953) : réunion des chefs d'Etat et de gouvernements des Etats-Unis, de Grande Bretagne et de France ; composition des délégations ; les questions abordées; la décision d'inviter l'U.R.S.S. à une autre conférence pour régler les problèmes non résolus en Europe et en Asie (Autriche, Allemagne, Corée, Indochine) ; l'accord des Soviétiques.

[6] La conférence des quatre à Berlin (25 janvier-18 février 1954) ; la délégation française ; la ville de Berlin en 1954 ; la proposition d'organiser une conférence sur la question autrichienne et deux conférences à Genève sur les questions d'Asie ; la situation en Indochine.

[7] Le contexte général, les discussions franco-américaines sur l'Indochine au conseil de l'O.T.A.N.de Paris. La conférence de Genève sur l'Indochine (avril-juillet 1954) ; la position de J. Foster Dulles sur l'Indochine; son projet de création de l'O.T.A.S.E. (Organisation du traité de défense collective pour l'Asie du Sud-Est) ; ouverture de la conférence, les délégations présentes; position de G. Bidault; son attitude vis-à-vis des délégations vietnamienne et chinoise.

[8] L'opposition de G. Bidault au projet de partition du Vietnam ; l'inquiétude du gouvernement français pour la situation en Indochine ; les changements de responsabilité au secrétariat d'Etat aux colonies ; l'allusion à un partage de l'Indochine.

2^{ème} partie

[1] *Directeur adjoint du cabinet de Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères (1953-1954) (suite).*— Le retour à Paris de G. Bidault pour le débat de l'Assemblée Nationale, la chute du gouvernement, sa visite d'adieux ; les conceptions coloniales de G. Bidault.

[2] Interprétations de son attitude.

[3] Le sentiment de Frédéric-Dupont sur le rôle du gouvernement Mendès France dans l'affaire d'Indochine ; l'attitude de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis ; les négociations sur la ligne d'armistice ; la question de l'aide américaine ; les attentes de G. Bidault.

[4] Rôle de J. Chauvel, ambassadeur à Berne ; raisons de sa nomination, durant la conférence, au poste de secrétaire général de la délégation.

[5] Evocation de Roland de Margerie, directeur des Affaires Politiques.

Entretien n° 3 réalisé le jeudi 18 octobre 1984 au ministère des Affaires étrangères , 37 Quai d'Orsay à Paris par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères et Maurice Vaisse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] Jacques Vimont et le Maroc (1945-1951) : *sous-directeur des protectorats, conseiller du gouvernement chérifien* — L'importance de la Tunisie et du Maroc due à une forte colonie française dans les deux protectorats ; fragilité du système du protectorat : l'exemple de la Tunisie de 1940 à 1943 ; ambiance d'avant-guerre et pendant la période d'armistice en Afrique du Nord.

[2] Déclaration des Nations-Unies de février 1942 ; la politique de décolonisation du président Roosevelt : les réactions des Français d'Afrique du Nord ; les formules étudiées par le ministère des Affaires étrangères : l'indépendance contrôlée ; l'association des deux populations dans un cadre commun.

[3] Préparation des réformes pour les protectorats ; liens avec le cabinet du ministre, avec Matignon et avec les ministères des Finances et de l'Education nationale ; les résidents généraux au Maroc et en Tunisie, Gabriel Puaux et le général Mast.

[4] La nomination du nouveau Résident général Erick Labonne.

[5] Ses réalisations antérieures ; J. Vimont appelé à ses côtés.

[6] Les réformes projetées par le Résident général, leur exposé dans le discours-programme du 22 juin 1946, les réactions de la colonie française.

[7] Les analyses de J. Vimont sur la situation au Maroc ; les raisons qui le font opter pour le poste de conseiller chérifien ; sa première rencontre avec le sultan : conversation difficile sur les réformes ; portrait de M. Ben Barka.

[8] La prise de fonction de J. Vimont à la direction des Affaires chérifiennes (26 septembre 1946) ; définition de sa mission ; composition du Makhzen ; les administrations du protectorat ; le rôle du directeur des Affaires chérifiennes, rupture avec le système de Lyautey, organisation de l'administration française.

[9] Les liens personnels avec des membres du Makhzen : Mohamed el Mokri et Si Mohamed Mameri : son portrait ; le sultan Sidi Mohamed : la jeunesse, les premières années du règne ; les tensions avec la France, l'entente avec le général Noguès ; son attitude pendant la guerre. La visite du président Roosevelt au Maroc en 1943.

[10] La fondation de l'Istiqlal ; le désaveu forcé de l'Istiqlal par le sultan ; les incidents de 1944 ; les différences de vues entre le sultan et l'Istiqlal au sujet de l'indépendance.

2^{ème} partie

[1] *J. Vimont et le Maroc (1945-1951) : conseiller du gouvernement chérifien (suite)*. — Le cérémonial des audiences; les sujets traités : les affaires du palais, les affaires courantes ; l'état d'esprit du sultan et son attitude durant les audiences, ses critiques, son refus de l'autorité de contrôle.

[2] Les tensions opposant le sultan à la Résidence générale. ; position du sultan vis-à-vis des projets de réformes : la réforme sur l'enseignement et la question linguistique, la réforme municipale, la question de l'admission des Marocains dans la Fonction publique.

[3] Le problème de la représentation des Français et des Marocains au conseil du Gouvernement ; le refus du sultan de procéder à la nomination de vice-présidents marocains pour les entreprises créées par E. Labonne. ; son interrogation sur la question de la propriété du capital de ces entreprises.

[4] Souvenirs d'entretien entre le sultan et E. Labonne.

[5] Le voyage officiel du sultan à Tanger (9-13 avril 1947) : les motifs du sultan ; lecture d'une lettre d'E. Labonne à propos de ses propres choix au sujet de ce voyage et de ses conséquences ; les objections de Tétouan et du consul britannique à Tanger, les problèmes de ravitaillement de la zone espagnole ; les réactions du sultan.

[6] Report du voyage ; les conditions fixées par la Résidence générale pour l'acceptation du voyage : les problèmes de ravitaillement et de service d'ordre, le contrôle des discours ; les incidents de Casablanca.

[7] Le départ du sultan ; l'étape espagnole

[8] Remise de décorations ; l'arrivée à Tanger ; cérémonie à la Mendoubia ; réception des consuls généraux ; difficultés de contrôle des discours du sultan ; l'incident de la déclaration du sultan.

3^{ème} partie

[1] *J. Vimont et le Maroc (1945-1951) : conseiller du gouvernement chérifien (suite)*. — La suite du voyage : les incidents au cours des discours ; considérations de J. Vimont sur le voyage; les principaux incidents; revendications du sultan et de sa famille.

[2] Le discours pro-arabe du sultan ; les conséquences du voyage sur la zone de Tanger et chez les Espagnols.

[3] Le rapport de J. Vimont : les conséquences prévisibles du voyage.

[4] Le remplacement de E. Labonne par le général Juin ; visite d'adieux de E. Labonne au sultan ; son rôle ultérieur dans le développement industriel et économique des pays de l'empire Français.

Entretien n° 4 réalisé le jeudi 8 novembre 1984 au ministère des Affaires étrangères, 37 Quai d'Orsay à Paris, par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux archives du ministère des Affaires étrangères et Maurice Vaisse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] *Jacques Vimont et le Maroc (1945-1951) : conseiller du gouvernement chérifien (suite)* — Le général Juin nommé Résident général ; ses bonnes relations avec le Maroc ; J. Vimont conserve le même poste dans la nouvelle administration mise en place par le général Juin.

[2] Entrevue de J. Vimont avec le sultan au sujet du voyage à Tanger ; positions du sultan sur la tâche du nouveau Résident Général.

[3] Instructions du gouvernement au général Juin ; les représailles envisagées contre le sultan en cas d'opposition aux réformes ; arrivée de Juin ; les questions posées par le sultan à propos des réformes; les désaccords entre le sultan et la Résidence Générale sur des questions de personnes.

[4] Le départ de Moulay Larbi.

[5] La signature par le sultan des dahirs concernant la réforme ; bilan de la première réforme engagée par le général Juin ; derniers obstacles dressés par le sultan

[6] Bilan de la première réunion du nouveau Makhzen : valeur des délégués; leurs possibilités d'expression ; réflexion sur l'alternance de périodes de tensions et de calme entre la Résidence générale et le sultan.

[7] L'opposition du palais aux réformes et aux mesures administratives : les positions doctrinales et tactiques du sultan, sa méthode de blocage des réformes.

[8] L'organisation des services politiques de la Résidence générale ; les positions politiques des membres des ces services : soutien aux ennemis du sultan (Abdhelhai el Kittani), inquiétude de proches du sultan au sujet de sa politique ; les actions des services politiques : la création des califats.

[9] Les arbitres du conflit entre le palais et les services politiques : le Résident général, le conseiller du gouvernement chérifien ; l'inefficacité du Makhzen comme arbitre.

[10] Les motifs des crises opposant le sultan à l'administration française ; les réformes prévues pour 1947 ; tensions au sujet des khalifats d'arrondissement et des cérémonies scolaires ; le discours de la fête du trône : l'allusion à l'indépendance, le rappel du droit de contrôle de la Résidence Générale.

[11] Les liens du sultan à Paris ; la lettre de doléances du sultan au Président Auriol et la réponse du gouvernement dans laquelle le soutien au général Juin est réaffirmé.

2^{ème} partie

[1] *J. Vimont et le Maroc (1945-1951) : conseiller du gouvernement chérifien (suite)*. — L'affaire des tracts (10 janvier 1948) ; le secrétariat politique se compromet dans une affaire de propagande contre le sultan ; le règlement de l'affaire renforce les positions de ce dernier.

[2] Nomination de Vallat comme Directeur de l'Intérieur, entrevue positive avec le sultan ; concessions financières et honorifiques de la Résidence générale envers le sultan.

[3] La mort du Mendoub de Tanger, Si Mohammed Tazi : crise entre la résidence et le sultan à propos de la nomination de son successeur.

[4] Sa conciliation sur les autres affaires pendantes : khalifats, commissions de réformes.

[5] Retour à une période de tension en janvier 1949 puis nouvelles concessions du sultan et règlement des affaires litigieuses ; demande du sultan pour prendre comme nouveau directeur de cabinet Si Mahmed Vrari et acceptation par la Résidence Générale; le choix de Vrari se révèle une erreur et le général Juin revient sur sa nomination.

[6] Les rapports de J. Vimont avec le prince Hassan : la question de son orientation scolaire, sa croisière sur la *Jeanne d'Arc* ; J. Vimont quitte le Maroc pour Berne (14 août 1949).

Entretien n° 5 réalisé le 6 décembre 1984 au ministère des Affaires étrangères, 37 Quai d'Orsay à Paris par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères et par Maurice Vaïsse, professeur des Universités

1^{ère} partie

[1] *Jacques Vimont et le Maroc (1945-1951) : conseiller du gouvernement chérifien (suite)*. — Retour sur les événements de l'été 1949 au printemps 1953 : les relations entre le sultan et le général Juin prennent la forme d'une suite de périodes de tensions et d'accalmies marquées par le renvoi du Makhzen des partisans de l'Istiqlal ; le conflit opposant le sultan au Glaoui et l'ultimatum lancé par le général Juin au sultan (automne 1950).

[2] Le départ du général Juin et la nomination du général Guillaume (août 1951) : son portrait. Intérêt de l'O.N.U. pour la question du Maroc ; la volonté du sultan que les relations s'améliorent.

[3] Les incidents de Casablanca en 1951.

[4] Changements extérieurs ayant des conséquences sur la situation au Maroc : le nouveau gouvernement en France, l'élection du général Dwight Eisenhower, proche du général Guillaume, à la présidence des Etats-Unis.

[5] *J. Vimont et le Maroc : directeur adjoint du cabinet. du ministre des Affaires étrangères (7 avril 1953- 1954)*. — Etude de la situation au Maroc ; les revendications du sultan portent toujours sur le protectorat mais la querelle qui l'oppose à la Résidence Générale est devenue publique ; les soutiens français du sultan : des personnalités de gauche, une partie des milieux catholiques, des hommes politiques français, la presse française ; l'isolement du sultan dans son royaume ; le sentiment de la colonie française à l'égard du sultan.

[6] La position de la presse française locale ; l'importante force d'opposition rassemblée par le Glaoui ; les négociations sur la question de la réforme municipale; pétition signée par le Glaoui et les caïds contre le sultan.

[7] Les points de vue sur la situation au Maroc du directeur d'Afrique levant Léon Marchal, de J. Vimont, J. Basdevant et Geoffroy de La Tour du Pin, conseiller du Gouvernement chérifien ; la position du général Guillaume. L'intérim du ministre plénipotentiaire Jacques de Blesson, délégué à la Résidence Générale. Les raisons du manque d'autorité du ministère des Affaires étrangères dans l'affaire. Rapport de J. Vimont à G. Bidault puis à J. Laniel sur la situation au Maroc.

[8] Le soutien à la pétition lancée par le Glaoui ; les positions de la Résidence générale ; les manifestations de soutien au sultan ; la lutte se déplace à Paris ; le sultan affirme son attachement à la France et fait preuve de conciliation dans l'application des réformes. Le Glaoui reçoit le soutien de l'élite marocaine mais aussi celui de W. Churchill et du général Juin.

2^{ème} partie

[1] *J. Vimont et le Maroc : directeur adjoint du cabinet. du ministre des Affaires étrangères (7 avril 1953- 1954) (suite).* — Nécessité pour le gouvernement français de prendre parti.

[2] Dilemme entre le soutien au sultan et sa destitution.

[3] L'idée d'une médiation française ; ses difficultés de réalisation ; le rôle de J. Vimont dans sa préparation.

[4] Les démonstrations de force du Glaoui ; les divergences entre le ministère des Affaires étrangères et la Résidence générale sur l'interprétation à en faire.

[5] Le plan de réformes proposées par J. Vimont : la structure du gouvernement, le conseil représentatif, la distribution des pouvoirs ; la réaction des pachas, des caïds et du sultan ; les consignes données par G. Bidault au général Guillaume : les réformes doivent être acceptées par le sultan.

[6] Le nouveau projet de réformes ; sa signature par le sultan (13 août 1953) ; les réactions au Maroc.

[7] Les instructions du ministère des Affaires étrangères à propos de la conduite à tenir avec les opposants marocains.

[8] Départ de J. Vimont (15 août 1953) pour Marrakech : les négociations avec le Glaoui, son fils, le Résident général, les délégués du pacha et des caïds.

[9] Ould Moulay Arrafa est proclamé imam contre l'avis de la France ; réaction du sultan Sidi Mohammed ; émeutes ; nouvel entretien de J. Vimont avec Sidi Mohammed : ses conclusions ; proposition sur ordre de G. Bidault de faire condamner l'Istiqlal par le Glaoui pour éviter le renversement du sultan : refus du Glaoui.

[10] Organisation d'un conseil des ministres extraordinaire (20 août).

[11] Rappel des termes du traité de protectorat ; conditions françaises à la nomination d'un nouveau sultan ; le refus du sultan d'abdiquer ; son départ pour la Corse finalement.

3^{ème} partie

[1] *J. Vimont et le Maroc : directeur adjoint du cabinet. du ministre des Affaires étrangères (7 avril 1953- 1954) (suite).* — Le choix du successeur du sultan : l'accord se fait autour du nom de Mohammed Ben Arafa.

[2] Le devenir du sultan Sidi Mohammed : ses exigences matérielles, son installation à Antsirabé (janvier 1954), la gestion de ses biens.

[3] Les conclusions de J. Vimont sur cette affaire.

Entretien n° 6 réalisé le vendredi 29 mars 1985 au ministère des Affaires étrangères, 37 Quai d'Orsay à Paris par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux

Archives du ministère des Affaires étrangères et Maurice Vaisse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] J. Vimont à la Résidence Générale à Tunis (1939-1943): la Seconde Guerre mondiale (l'année 1940). — Entrée de J. Vimont au Quai d'Orsay (4 juillet 1938) ; affectation à la sous-direction d'Europe ; responsable du dossier des Sudètes ; nommé *attaché d'ambassade* à Belgrade.

[2] Proposition d'E. Labonne que J. Vimont rejoint son équipe en Tunisie ; rapports précédents avec E. Labonne. Les relations de la Tunisie avec l'Italie dans les mois précédant la guerre ; l'arrivée d'E. Labonne. Les problèmes intérieurs de la Tunisie : les nationalistes du Destour ; le sentiment de la population vis-à-vis de l'Italie ; la colonie italienne.

[3] J. Vimont directeur adjoint chargé des colonies étrangères et de la correspondance avec le ministère des Affaires étrangères ; la question des réfugiés républicains d'Espagne.

[4] Evocation d'E. Labonne : sa préparation de la Tunisie à la guerre. Le voyage de J. Vimont en Libye pour le compte du 2^{ème} bureau. Evolution de la situation en Europe : les réactions à la Résidence générale ; J. Vimont rencontre le général Weygand.

[5] La déclaration de guerre : l'état de siège en Tunisie ; mobilisation de J. Vimont.

[6] J. Vimont est affecté à Aix-en-Provence à l'Etat-major de la 2^{ème} Région Aérienne (décembre 1939) ; J. Vimont demande une nouvelle affectation à Beyrouth et est affecté en Tunisie ; les nouveaux membres de la Résidence générale ; les difficultés de rapport entre civils et militaires ; les responsables de la censure et de la sécurité ; le problème des détenus du Destour ; E. Labonne poursuit le développement industriel.

[7] Voyage de J. Vimont à Paris pour régler le problème posé par la colonie italienne et l'envoi de main d'œuvre indigène en Métropole ; l'offensive allemande commence durant le séjour : la destruction des archives du Quai d'Orsay. Retour de J. Vimont à Tunis : son rapport sur la situation en France ; réflexion d'E. Labonne sur le rôle possible d'Alger et sur celui de l'Angleterre dans le conflit.

[8] Nomination d'E. Labonne comme ambassadeur à Moscou : Marcel Peyrouton est nommé Résident général en Tunisie (5 juin 1940) ; sa popularité chez les Français de Tunisie ; départ d'E. Labonne pour Moscou, J. Vimont l'accompagne jusqu'à Ankara ; retour de J. Vimont en Tunisie au moment de la déclaration de guerre italienne.

[9] Réunion d'un conseil de guerre à la Résidence Générale ; le choix d'une stratégie défensive ; neutralisation des Italiens de Tunisie ; J. Vimont organise le départ vers l'Italie du corps diplomatique et des enseignants italiens ; J. Vimont est affecté au 2^{ème} bureau ; l'activité militaire italienne.

[10] Les préparatifs de l'armistice en France ; entrevue entre M. Peyrouton et le consul général britannique ; l'annonce de l'armistice.

2^{ème} partie

[1] *J. Vimont à la Résidence Générale à Tunis (1939-1943) : la Seconde Guerre mondiale : l'année 1940 (suite).*— Importance de M. Peyrouton en Afrique du Nord ; son caractère combatif.

[2] la réalité des projets de dissidence de M. Peyrouton; les garanties demandées par l'Afrique du Nord pour accepter l'armistice ; les éléments qui pour J. Vimont rendent impossible l'entrée en dissidence de la Tunisie ; l'armistice donne satisfaction aux conditions fixées par l'Afrique du Nord.

[3] Le mois de juillet 1940 en Tunisie : démoralisation des Français après l'attaque de Mers-el-Kébir (3 juillet 1940), perte de prestige vis-à-vis des Tunisiens. Nomination de M. Peyrouton à Vichy; l'amiral Esteva est nommé Résident général par intérim ; J. Vimont refuse de suivre M. Peyrouton à Vichy. Les Français sont persuadés de l'imminence de l'invasion de la Tunisie par les Italiens.

[4] J. Vimont directeur de Cabinet de l'amiral Esteva. Les problèmes de la Tunisie en juillet 1940.

[5] Le problème italien en Tunisie : les conditions de regroupement des Italiens durant la guerre, le refus de l'Italie d'accueillir les agitateurs, l'influence de Radio-Rome sur la colonie ; les manifestations anti-françaises et les bagarres opposant les deux communautés ; le consul général de Suisse et le Résident général calment la situation ; la colonie italienne annonce l'invasion de la Tunisie ; l'amiral Esteva autorise la procession catholique italienne du 15 août : le retour au calme de la colonie italienne. Emeutes anti-juives organisées par les tirailleurs tunisiens de retour de France : l'amiral Esteva règle la situation.

[6] Les conceptions de l'amiral concernant l'armistice : son travail sur le moral de la population, la limitation du pouvoir des militaires, la reprise en main politique de l'administration ; la composition du cabinet de l'amiral Esteva : Pofilelet aux questions italiennes ; J. Winkler au service de presse.

[7] Le service d'écoute de la Résidence générale ; le rattachement de la censure à l'Information dirigée par R. Lavallée et son adjoint; le cabinet militaire du lieutenant colonel Penard.

[8] L'adaptation de la production économique de la Tunisie aux besoins de la métropole ; les difficultés de la Tunisie sur le plan de l'industrie et de l'artisanat.

[9] Les activités de la commission italienne d'armistice ; les dissimulations de matériel militaire par les colons français ; les difficultés posées par la section civile de la commission italienne ; le consul général de Suisse représente les intérêts de la colonie italienne ; celle-ci retrouve son statut particulier d'avant-guerre.

[10] Bilan de l'action de l'amiral Esteva et rapport de ce dernier à Vichy; son portrait.

[11] Nomination de J. Vimont au cabinet de M. Peyrouton à Vichy : voyage à Vichy dans le but d'annuler la nomination ; la mentalité des agents des Affaires Etrangères à Vichy ; entretien avec C. Rochat au sujet de la commission italienne d'armistice ; F. Charles-Roux demande une étude sur la Tunisie pour pouvoir résister aux revendications italiennes.

[12] Entretien avec Ernest Lagarde sur le futur statut des Juifs de Tunisie ; le refus de la Résidence Générale d'accepter les réformes de Vichy : supprimer le Grand Conseil de Tunisie, réserver les emplois de la fonction publique aux Français

d'origine et pratiquer une politique antisémite ; J. Vimont rencontre le général Weygand et l'amiral Darlan à Vichy.

Entretien n° 7 réalisé le vendredi 27 septembre 1985 au ministère des Affaires étrangères, 37 quai d'Orsay par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères et par Maurice Vaïsse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] *J. Vimont à la Résidence Générale à Tunis (1939-1943) : la Seconde Guerre mondiale (fin de l'année 1940- l'année 1941)(suite).*— Retour de J. Vimont en Tunisie (septembre 1940) ; échec des Anglo-Français devant Dakar.

[2] J. Vimont recrute E. Petit comme directeur de l'office de Tunisie à Vichy : son parcours et sa mort en déportation.

[3] Les hauts fonctionnaires de la Résidence Générale : Pierre Lafond, délégué à la Résidence Générale; Guillaume Georges-Picot, secrétaire général qui est ensuite remplacé par Jean Binoche ; Jacques Lucius Secrétaire général adjoint (1941-1943); les chefs d'administration : Letourneau et Dezès, Philip.

[4] Les trois grandes périodes du séjour de J. Vimont en Tunisie : la fin de l'année 1940 ; l'année 1941 et l'année 1942 jusqu'au 8 novembre ; la période allant du 8 novembre jusqu'au retour de J. Vimont en France. La fin de l'année 1940 : la Tunisie se trouve éloignée des théâtres d'opérations, la guerre se déroule en Angleterre, en Cyrénaïque et la Grèce.

[5] L'état d'esprit de la population ; peu de dissidence chez les militaires ; le jugement des Français sur les Anglais ; le moral des Italiens évolue parallèlement aux résultats de l'armée italienne ; pour les Tunisiens, les préoccupations demeurent d'ordre économique ; les nationalistes sont peu réceptifs à la propagande italienne ; Vichy accepte sur la demande allemande de mettre en liberté provisoire une partie des chefs du Destour ; le maintien de l'ordre ; la mise en place de forces paramilitaires dans le Sud du pays ; les effectifs des forces de police ; les problèmes de ravitaillement de la Tunisie, la production alimentaire, la pénurie de carburant ; la mise en place de cartes de rationnement.

[6] La politique de l'amiral Esteva vis-à-vis de Vichy ; le loyalisme à Vichy et le respect de l'Armistice ; la revendication d'une liberté d'action dans les cas internes à la Tunisie ; les relations avec le ministère des Affaires étrangères ; le problème de l'application de la loi de Vichy concernant la limitation de l'exercice de la médecine aux Français.

[7] Les raisons expliquant l'impossibilité d'application de la loi du 16 août 1940 sur les emplois publics en Tunisie ; les raisons poussant la Résidence générale à refuser de supprimer le Grand Conseil : l'aide apportée par C. Rochat.

[8] Les sujets de tensions avec Vichy : le statut spécifique des Juifs en Tunisie, l'épuration des fonctionnaires ; l'information et la censure, l'exemple de radio Tunis, les attaques de Vichy, le départ de Philippe Soupault, directeur de Radio Tunis.

[9] Les sujets d'accord avec Vichy : la Légion française des Combattants, les organisations de jeunesse.

[10] Les relations avec Vichy sur les sujets de politique extérieure : l'annexion de l'Alsace-Lorraine par les Allemands : la Tunisie accueille des familles de réfugiés, les rapports entre la Résidence Générale et la M.A.L.A.N. (Mission d'Alsace-Lorraine en Afrique du Nord) ; l'entrevue de Montoire ; la crainte en Tunisie de l'annexion par l'Axe, les assurances de Vichy. La nomination de P. Laval au ministère des Affaires étrangères et de P. Rochat comme Secrétaire Général des Affaires Etrangères ; l'arrestation de Laval et son remplacement par Pierre Etienne Flandin. ; le ravitaillement de la France par la Tunisie.

[11] L'installation du général Weygand à Alger ; l'organisation de la Délégation Générale ; l'entourage civil et militaire du général Weygand ; grâce à l'action du général Weygand, une coopération politique, militaire et économique se met en place entre le Maroc, l'Algérie et la Tunisie.

[12] Les relations avec la commission italienne d'Armistice ; les tensions opposant la section civile de la commission à la Résidence Générale ; le règlement sur place des incidents opposant Français et Italiens ; le problème de la détention d'armes par les particuliers.

[13] La lutte contre la propagande italienne.

2^{ème} partie

[1] J. Vimont à la Résidence générale à Tunis (1939-1943) : la Seconde Guerre mondiale (l'année 1941)(suite).— La faiblesse du corps diplomatique en Tunisie ; le consulat général américain : la faiblesse de ses liens avec la Résidence Générale ; la rencontre de l'amiral Esteva avec Robert Murphy le chargé d'affaires américain à Vichy (décembre 1940) : le souhait des Etats-Unis de nouer des relations avec l'Afrique du Nord.

[2] La campagne de Cyrénaïque : le rôle des Forces Françaises Libres ; l'échec d'anglais en Grèce ; l'offensive allemande en Cyrénaïque et la contre-offensive anglaise ; la position géostratégique de la Tunisie.

[3] La méfiance envers le général de Gaulle et la baisse de l'estime pour Vichy chez les Français ; leur hostilité à l'égard de l'Allemagne et de l'Italie ; on compte peu de dissidents parmi la population française.

[4] La nomination du général de Lattre de Tassigny à la tête des troupes de Tunisie (septembre 1941) et son influence sur l'armée, la création de l'école des cadres, les rapports de J. Vimont avec de Lattre ; le départ du général de Lattre ; nouvelle rencontre de J. Vimont et le maréchal de Lattre de Tassigny en 1944.

[5] La menace constituée par la colonie italienne ; la Résidence Générale pratique une égalité de traitement entre Français et Italiens pour l'atténuer ; la vigilance française à l'égard de la population tunisienne : le danger de la propagande extrémiste, la menace du Destour, le maintien de l'ordre ; les accords Weygand-Murphy permettent de satisfaire les besoins en ravitaillement de la Tunisie.

[6] La montée en puissance de l'amiral Darlan ; les inquiétudes de la Résidence générale ; l'épuration des fonctionnaires. Le statut des Juifs; le problème du *numerus clausus* dans les professions libérales ; le voyage d'Esteva à Vichy et sa déclaration sur la politique juive en Tunisie ; les réactions à Vichy ; l'inspection de Xavier Vallat en Tunisie ; les aspects harmonieux des relations avec Vichy : les chantiers de jeunesse, la Légion Française des Combattants.

[7] Les concessions de Vichy à l'Axe et les risques de rupture des liens avec les Etats-Unis ; les accords Weygand-Murphy : l'opposition de Vichy, des Allemands et des Anglais puis la signature du mémorandum des accords entre Vichy et Washington ; parallèlement, la politique de coopération de l'amiral Darlan avec le Reich : son voyage à Berchtesgaden, l'accord Darlan-Warlimont, le général Weygand s'oppose à la ratification de l'accord.

[8] L'attaque des Anglais en Syrie (8 juin-14 juillet 1941) ; les rapports des Français avec le nouveau consul américain.

[9] Le général Weygand nommé délégué général ; suppression de la Délégation générale (novembre 1941) ; la situation de l'Afrique du Nord après le départ du général Weygand.

Entretien n° 8 réalisé le 18 octobre 1985 au ministère des Affaires étrangères, 37 Quai d'Orsay à Paris par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur au ministère des Affaires étrangères et Maurice Vaisse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] *J. Vimont à la Résidence Générale à Tunis (1939-1943 : la Seconde Guerre mondiale (fin de l'année 1941-année 1942)* — Le conflit se rapproche de la Tunisie qui subit le passage d'avions italiens et allemands ; l'échec du projet de réarmement de la Tunisie ; rencontre franco-britannique à Madrid à propos de l'utilisation par les Allemands et les Italiens des eaux territoriales de Tunisie ; les prisonniers allemands et britanniques ; la demande italienne d'achat de camions en Tunisie : l'accord de Vichy mais la Résidence Générale limite les achats au secteur public ; enquête américaine sur ces achats.

[2] Bombardement de Sfax par les Britanniques (mai 1941) ; l'échec d'une opération contre un navire italien dans le port de Bizerte révèle l'existence d'un réseau de Résistance en Tunisie ; règlement rapide de l'affaire par la Résidence Générale.

[3] Retour sur un incident au printemps 1941 : le nouveau chef de la délégation italienne repose le problème du contrôle des armes ; analyse de l'amiral Esteva sur la position des italiens en Afrique du Nord ; arrivée en Tunisie d'officiers de liaison allemands ; les Italiens demandent le rapatriement en Tunisie des Français et des Tunisiens de Libye, les conditions de la Résidence Générale et la réalisation du rapatriement en juillet 1942.

[4] Les facilités accordées à l'Axe : la mise en place d'échanges portant sur le tabac et l'huile entre la Tunisie et l'Italie ; le projet de livraison de produits tunisiens en Libye et de produits italiens en France, les craintes d'une réaction américaine ; l'exigence par la Résidence Générale d'un transport des produits vers la Libye par voie maritime et pas terrestre.

[5] La réaction américaine à ces échanges.

[6] En 1942, les théâtres d'opérations s'étendent: en Libye, les Allemands lancent une offensive qui se stabilise sur la ligne Tobrouk-Bir-Hakeim ; la résistance des F.F.L. à Bir Hakeim ; l'échec allemand d'El Alamein ; l'offensive britannique ; en Russie, l'offensive allemande échoue devant Moscou mais reprend avec succès au Caucase ; dans le Pacifique, les succès japonais sont arrêtés à Midway.

[7] L'indifférence croissante de la population française vis-à-vis de Vichy ; arrivée de nombreux métropolitains en Tunisie, des militaires, des médecins mais aussi des personnalités comme André Gide puis Maître Tixier Vignancourt qui s'inscrit au Barreau, d'Edgar Faure et d'Alain Darlan ; les dissidents et leur action : arrestation de P. Soupault ; l'arrivée d'enseignants italiens ; les chefs intérimaires du Destour, défendus par Maître Tixier Vignancourt, sont jugés et leurs peines sont adoucies à la demande du Bey ; l'année 1942 voit l'avènement de Moncef Bey. Le maintien de l'ordre ; la production agricole est dirigée vers la Métropole. La Tunisie souffre toujours du manque de carburant malgré la poursuite des accords Weygand-Murphy.

[8] Les relations de la Tunisie avec Vichy : visite du ministre de l'Intérieur Pucheu (mars 1942) ; les secteurs d'entente avec Vichy demeurent la Légion Française des Combattants et la Jeunesse et les Sports ; les principaux sujets de tension : le *numerus clausus* et le statut des Juifs en Tunisie ; l'interdiction aux Juifs des carrières économiques ou financières n'est pas appliquée en Tunisie.

[9] Les rapports avec les puissances de l'Axe : l'affaire du transit d'armes Gamma-delta (début 1942).

[10] Le jugement de Rochat et de Bousquet sur l'accord passé entre Darlan et les Allemands.

[11] Mise en place du nouveau gouvernement Laval ; Vichy craint une réaction de l'Outre-Mer ; lors d'un déjeuner, J. Vimont rassure Lagarde au sujet de la Tunisie ; les attributions de P. Laval et de Darlan ; le loyalisme de la Tunisie ; la politique de collaboration de Laval ; J. Vimont rencontre différentes personnalités de Vichy et défend le particularisme tunisien.

2^{ème} partie

[1] *J. Vimont à la Résidence générale à Tunis (1939-1943) : la Seconde Guerre mondiale (année 1942) (suite).*— La crise entre la Résidence générale et Vichy au sujet de l'information : la diffusion de *Signal* en Tunisie, le monopole de *France Actualités* sur les actualités cinématographiques ; maintien de la censure tunisienne ; le rôle du P.P.F.; contacts de J. Vimont avec le secrétaire général du P.P.F. tunisien ; la dénonciation des membres des services de presse de la Résidence générale et leur mutation, celle de J. Vimont et sa protection par l'amiral Esteva ; les rapports économique et militaire avec Alger.

[2] La violation de l'espace aérien tunisien et le torpillage de navires français ; les attaques des convois britanniques pour l'Egypte, les destructions et le recueil des rescapés, le moral des rescapés alliés ; le problème des sépultures ; l'internement des Britanniques.

[3] Les incidents opposant les délégations d'armistice à la Résidence Générale ; l'arrivée de l'agent de liaison allemand Fiedler ; la collecte de renseignements par les Allemands sur les personnes et le terrain ; les craintes d'une opération de l'Axe sur la Tunisie ; le consul général américain craint la mise en place d'un condominium franco-italiens dont les indices sont le réarmement de la colonie italienne ; le recensement des Italiens pouvant porter les armes ; la création d'un embryon de milice ; les opérations de livraison de blé à la Libye; les relations de la Résidence Générale avec les vice-consuls américains.

[4] La crise beylicale ; les règles de succession en Tunisie ; le passé familial du nouveau Bey Sidi Moncef.

[5] L'investiture du Bey du Camp ; le régime de faveur dont le Bey fait profiter le Bey du camp ; les relations de la Résidence générale avec le Bey et sa famille ; contacts de J. Vimont avec le frère du Bey ; le Bey destitue des fonctionnaires tunisiens, critique le statut des Juifs et remet un plan de réformes en seize points inspiré par le Destour ; la popularité du Bey auprès des Tunisiens. Les problèmes de santé de l'amiral Esteva. L'abdication du Bey (8 septembre 1942) ; le loyalisme du Bey du Camp à la France; le Bey revient sur son abdication ; la libération des prisonniers du Destour, l'euphorie de la population.

[6] Les relations difficiles du Bey et de la Résidence générale.

[7] L'action des Etats-Unis pendant la crise ; la probabilité d'un débarquement américain en Afrique du Nord.

Entretien n° 9 réalisé le mardi 12 novembre 1985 au ministère des Affaires étrangères, 37 Quai d'Orsay à Paris par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur au ministère des Affaires étrangères et Maurice Vaisse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] *J. Vimont à la Résidence générale à Tunis ; la Seconde Guerre mondiale : l'occupation de la Tunisie (novembre 1942) (suite).*— Annonce par les Etats-Unis à la Résidence générale de l'imminence d'un débarquement allié pour devancer l'occupation imminente de la Tunisie par l'Axe (8 novembre 1942).

[2] Les trois grandes périodes de l'occupation allemande de la Tunisie : l'arrivée des Allemands dans la semaine du 8 au 15 novembre 1942, l'incertitude sur la durée de la présence allemande durant la fin du mois de novembre, le renforcement de l'occupation allemande durant le mois de décembre. La première période ; les journées des 8 et 9 novembre 1942 : le débarquement américain, les instructions de Vichy de résister au débarquement, les démissions dans le cabinet du résident général, la réaction du Bey. Vichy accepte le concours des forces de l'Axe pour s'opposer à l'intervention alliée ; le début de l'occupation allemande (9 novembre).

[3] Le consul de Suisse prend en charge les intérêts des Alliés en plus de ceux des Italiens ; J. Vimont préconise la défense de la Tunisie contre l'invasion allemande : cette solution est impossible ; l'installation allemande à El-Aouina et le problème du ravitaillement des soldats : accord du major Fiedler avec le général Jurion.

[4] Les journées des 10, 11 et 12 novembre 1942 : armistice générale à Alger : l'amiral Darlan demande d'observer une stricte neutralité ; attaque britannique sur l'aérodrome d'El-Aouina ; le principe du protectorat oblige la France à défendre la Tunisie ; le Bey refuse de quitter Tunis ; les consignes d'Alger sur la conduite à tenir ; le débarquement des Allemands sans résistance de l'armée (12 novembre).

[5] Réaction de la Résidence générale : envoi du matériel ferroviaire en Algérie, mise hors service des émetteurs radio, évacuation du matériel militaire et civil ; repli de l'armée française de Tunisie ; la question des Alsaciens-Lorrains ;

libération des détenus politiques ou mise hors de portée des Allemands ; les autres groupes menacés : les membres de la C.G.T., les antifascistes italiens, les réfugiés espagnols.

[6] L'arrivée de diplomates allemands ; déclaration de l'amiral Darlan et du général Noguès sur l'entrée en guerre de l'Afrique du Nord aux cotés des Allemands et réactions des Allemands : leur marche sur Tunis ; le départ des Américains vers Alger ; l'occupation des points vitaux de Tunis par les Allemands ; la libération des gaullistes et des communistes ; le problème de la parution des journaux ; la création de *Tunis Journal*.

[7] Deuxième période : arrivée de l'amiral Platon (15 novembre 1942) ; son évaluation de la situation ; sa volonté de mettre en place la collaboration ; arrivée du ministre plénipotentiaire allemand Rahn : sa conférence en présence de l'amiral Platon, l'amiral Esteva, J. Vimont sur la collaboration franco-allemande ; la mise en place de la collaboration en Tunisie : l'amiral Platon donne son accord et Esteva affirme sa fidélité au maréchal ; le rétablissement des communications téléphoniques ; le refus du général Barré de rencontrer Platon ; les démarches allemandes auprès du général Barré pour mettre en place la collaboration.

[8] L'opinion du général Barré à l'égard de l'Allemagne.

[9] Incidents entre soldats français et allemands (19 novembre) ; message du maréchal Pétain donnant l'ordre au général Barré de s'opposer aux troupes anglo-saxonnes puis message aux soldats appelant à la désobéissance ; accord théorique avec les troupes de marine pour combattre les Anglo-Saxons ; l'accord est rompu le 8 décembre.

2^{ème} partie

[1] J. Vimont à la Résidence Générale à Tunis ; la Seconde Guerre mondiale : l'occupation de la Tunisie (novembre 1942) (suite). — Progression de l'armée anglaise en Tunisie et contre-offensive allemande. Le refus de la Résidence générale de répondre aux exigences allemandes concernant la vie quotidienne, la population juive ; la question des détenus français.

[2] Les Allemands limitent les sources de *Tunis Journal* aux nouvelles de Paris, de Vichy et de l'Axe ; publication d'écrits de collaborateurs ; démission de Lafond.

[3] Tableau des conflits quotidiens opposant la Résidence générale et les Allemands ; les relations Rahn-Esteva, les pressions sur l'amiral ; envoi par Vichy d'une délégation en Tunisie ; sa mission : le contrôle de l'information ; les craintes des membres du P.P.F. ; la délégation italienne annonce qu'elle souhaite se rendre aux Américains.

[4] L'admiration des Tunisiens pour les Allemands et les craintes des responsables tunisiens pour Tunis ; visite de Rahn au Bey.

[5] Entretien du Bey avec les chefs italiens ; évocation du Bey ; la question de la libération des membres du Destour ; propagande allemande auprès des nationalistes arabes.

[6] Troisième période : la contre-offensive allemande ; la démobilisation des forces françaises de Bizerte. *Tunis Journal* passe sous l'autorité de Georges Guilbaud ; dénonciation des fonctionnaires français ; arrestation du directeur de l'Office postal ; contrôle de l'information ; Guilbaud prend le contrôle des forces de police. Bombardements américains de Tunis et leurs conséquences.

[7] Conférence de Guilbaud aux fonctionnaires sur l'historique de la collaboration ; Guilbaud convoque le délégué à la sécurité, le chef militaire du Cabinet du Résident Général et J. Vimont qui refuse ; l'affaire du bulletin d'information de la police.

[8] Dégradation des relations entre l'amiral Esteva et J. Vimont ; la psychologie de l'amiral ; rapports de Vimont avec Rahn. Les craintes des colons ayant caché des armes en 1940.

3^{ème} partie

[1] *J. Vimont à la Résidence Générale à Tunis ; la Seconde Guerre mondiale : l'occupation de la Tunisie (novembre 1942) (suite)*. — Les dossiers défendus par J. Vimont auprès de Rahn : la restitution d'armes cachées par des colons, la réquisition de la résidence de Lafond par les Allemands ; la volonté allemande de réquisitionner 3000 Juifs pour former un bataillon de travailleurs : les facilités de discussion ; histoires de Reinch sur les Juifs ; les difficultés à mettre en place la collaboration en Syrie comme en Tunisie.

[2] Conférence sous la présidence de Rahn et de Guilbaud : création de quatre commissions internationales traitant le ravitaillement, la défense passive, les transports et la sécurité internationale ; création par la Résidence générale de commissions administratives à propos des réfugiés, la reconstruction et les problèmes de transport ; élimination par les Allemands des contrôleurs civils du territoire.

[3] Assassinat de l'amiral Darlan (24 décembre 1942). Arrivée du lieutenant-colonel Christian du Jonchay chargé par Vichy d'organiser la Légion tricolore et d'assurer la liaison entre Rahn et la Résidence générale ; arrestation de Lafond et du directeur des Affaires Economiques ; formation par le Bey d'un nouveau gouvernement plus nationaliste avec l'appui des Allemands ; l'entretien de Vimont avec Rahn pour obtenir la libération de Lafond et René Soulmagnon : son échec ; arrestation de Tixier-Vignancourt ; visite du Résident général au Bey ; J. Vimont est averti de son arrestation prochaine.

[4] Arrestation de Le Mire et de Lavallée ; la nouvelle équipe de la Résidence générale ; démission de J. Vimont.

[5] Les liens de Rahn avec les nationalistes tunisiens ; le départ de J. Vimont (14 janvier 1943).

Entretien n° 10 réalisé le mercredi 20 mars 1987 au ministère des Affaires étrangères, 37 Quai d'Orsay à Paris par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur au ministère des Affaires étrangères et Maurice Vaïsse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] *Ambassadeur de France à Moscou (1973-1976)*. — Rappel historique à propos de la politique de détente : les négociations, les avantages de la détente pour l'U.R.S.S. en particulier sur le plan économique, la réaction négative des idéologues, le début des pourparlers (1969).

[2] Les réticences du général de Gaulle ; l'historique de l'alliance franco-soviétique ; pour le Général, les liens avec les Soviétiques se déclinent en trois points : la détente, la coopération, l'entente; les échanges de visites entre l'U.R.S.S. et la France de 1964 à 1966 ; la mise en place de la coopération économique et commerciale : la déclaration franco-soviétique du 30 juin 1966 ; les Etats-Unis et l'Allemagne mènent eux aussi une politique semblable : signature de différents traités entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis entre 1970 et 1972.

[3] Les positions françaises au sujet du M.B.F.R. et de la C.S.C.E. ; la proximité des positions de la France et de l'U.R.S.S. ; les résultats des visites de G. Pompidou à Moscou et de L. Brejnev à Paris ; le refus des Français de signer un traité d'amitié avec les Soviétiques ;

[4] Les conditions de la nomination de J. Vimont à Moscou.

[5] Apogée des relations entre la France et la U.R.S.S. en 1973 mais coopération nouvelle de l'U.R.S.S. avec les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon ; éloge de la presse soviétique pour la coopération avec les Etats-Unis ; les idéologues réagissent en donnant une nouvelle composition au bureau politique dans lequel entrent A. Gromyko, le maréchal Grechko et Y. Andropov.

[6] Les liens importants entre l'U.R.S.S., les Etats-Unis et l'Allemagne ; la coopération française est freinée par la différence d'échelle des deux pays , la construction européenne et l'opposition idéologique ; la concurrence économique des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon.

[7] Les négociations sur la C.S.C.E. concernent les domaines politique, économique et culturel ; la simplicité des négociations sur le plan économique ; sur le plan politique, les revendications soviétique sur les frontières posent problème ; les négociations difficiles sur le plan idéologique ; la volonté des Soviétiques d'organiser une réunion au sommet pour la signature de l'acte final d'Helsinki.

[8] Evolution générale de la détente ; l'accord sur la prévention de la guerre nucléaire passé entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ; les promesses soviétiques d'associer la France aux consultations ; la guerre du Kippour : Soviétiques et Américains ravitaillent chacun un camp ; les négociations entre H. Kissinger et A. Gromyko sur la résolution du conseil de sécurité ; Israël continue sa progression et les Egyptiens font appel aux Soviétiques : forte période de tension entre les deux pays (octobre 1973).

[9] M. Jobert reproche à A. Gromyko de ne pas l'avoir consulté au moment des négociations avec les Etats-Unis sur le Moyen-Orient et défend le projet d'une organisation de défense européenne ; la France ne négocie pas sur les M.B.F.R. à Moscou.

[10] Mode d'information des ambassadeurs au sujet des négociations multilatérales : l'exemple de la C.S.C.E.

[11] Le voyage de M. Jobert en URSS (juillet 1973) ; la réunion des ministres des Affaires Etrangères ; M. Jobert rencontre A. Gromyko à Moscou au sujet de l'Extrême-Orient et du Moyen-orient puis Brejnev à Oréanda; le logement de la délégation française à proximité de Yalta; la résidence de Brejnev à Oréanda ; l'entretien de L. Brejnev et A. Gromyko avec M. Jobert et J. Vimont.

[12] Le voyage de G. Pompidou sur les bords de la Mer Noire en 1974 : conversation de L. Brejnev et G. Pompidou sur l'importance de la coopération

franco-soviétique. Mort de Pompidou : émotion de Brejnev lors de la signature des registres à l'ambassade de France.

2^{ème} partie

[1] *Ambassadeur de France à Moscou (1973-1976) (suite)*. — L'élection de Valéry Giscard d'Estaing ; la position des Soviétiques sur l'élection présidentielle en France ; le point de vue des Soviétiques sur l'alliance de Mitterrand avec les communistes et sur la répartition future des ministères ; le sentiment des Soviétiques à l'égard de Valéry Giscard d'Estaing ; la méfiance des Soviétiques augmente avec la nomination de J. Sauvagnargues au ministère des Affaires étrangères.

[2] La visite positive de J. Sauvagnargues en U.R.S.S.; la déclaration de M. Poniatsky concernant la politique des Soviétiques et du P.C.F. en 1939-1940 ; la visite de L. Brejnev à Rambouillet en 1974 ; les problèmes de santé de Brejnev.

[3] L'entente internationale : les conséquences de la disparition de G. Pompidou, R. Nixon et W. Brandt de la scène internationale, la crise pétrolière et la question pour les Soviétiques de la livraison d'énergie aux capitalistes, la question du statut des Juifs d'U.R.S.S. : les candidats à l'émigration, leur envoi en Israël pose le problème de la réaction des Arabes ; le vote (1973) par le Sénat de l'amendement Jackson et le refus des Soviétiques d'autoriser une émigration totale des Juifs ; signature de l'acte final de la C.S.C.E. à Helsinki ; les réserves de G. Ford et de Valéry Giscard d'Estaing au sujet des frontières soviétiques.

[4] Les relations entre la politique extérieure française et sa politique intérieure: les attaques de la presse contre l'U.R.S.S. ; les manifestations anti-soviétiques après l'expulsion de A. Soljenitsyne lors de la visite de A. Gromyko à Paris ; la vigueur du P.C.F. et ses plaintes à Moscou au sujet de la politique étrangère russe ; les déclarations de A. Soljenitsyne dans *Le Monde*.

[5] Les déclarations du général F. Maurin au sujet de l'augmentation de l'armement soviétique.

[6] La politique française vis-à-vis de l'U.R.S.S. ; la continuité de la politique de détente vis-à-vis de l'U.R.S.S. malgré les déclarations hostiles de personnalités officielles ; les liens historiques de la Russie et de la France ; les différences d'approche du problème soviétique par Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing ; évocation de Kirilyn ; le programme de Valéry Giscard d'Estaing s'axe sur le Pacte Atlantique, les relations franco-allemande et l'Europe ; absence de concessions à l'U.R.S.S. dans la politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing.

[7] La tentation isolationniste des Américains après leur défaite au Vietnam a pour conséquences l'avancée soviétique sur la scène internationale ; la fin de la détente.

[8] Les liens franco-soviétiques ; la coopération de l'U.R.S.S. avec la France se poursuit ; la sympathie de Brejnev pour la France ; bilan de trois ans (1973-1976) de coopération franco-soviétique : développement des échanges commerciaux, l'étude du français en U.R.S.S. ; les échanges artistiques, la coopération scientifique et technique dans les domaines atomique, spatial et audiovisuel.

Entretien n° 11 réalisé le vendredi 3 avril 1987 au ministère des Affaires étrangères, 37 Quai d'Orsay à Paris par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur au ministère des Affaires étrangères et Maurice Vaisse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] *Ambassadeur de France à Moscou (1973-1976) (suite)*. — L'importance dans la politique extérieure de l'U.R.S.S. des rencontres avec les dirigeants et diplomates étrangers ; rencontre de A. Gromyko et J. Vimont ; celui-ci présente ses lettres de créances à N. Podgornyï.

[2] Typologie de ces rencontres : les différences de protocole entre visite officielle et visite de travail, les caractéristiques des visites officielles, les tête-à-tête, les tête-à-tête élargis, les séances plénières, les conversations parallèles ; les comptes rendus des rencontres : la différence entre le communiqué et la communication à la presse ; les allocutions toasts ; les signature d'accords.

[3] Le contexte politique de l'arrivée de J. Vimont : M. Jobert nommé ministre des Affaires étrangères ; le climat politique à Moscou est favorable à l'Allemagne et aux Etats-Unis ; la méfiance du parti vis-à-vis de la détente et l'entrée au bureau politique de A. Gromyko, Y. Andropov et le maréchal Gretchko ; voyage de L. Brejnev aux Etats-Unis et son escale à Rambouillet.

[4] Son entretien avec G. Pompidou au sujet de la déclaration sur la prévention de la guerre nucléaire ; entretien Jobert-Gromyko : Gromyko s'exprime sur l'amitié franco-soviétique, la C.S.C.E. et le Moyen-Orient ; accord des deux hommes sur les risques au Moyen-Orient du fait de la passivité des Etats-Unis ; les tête-à-tête Pompidou-Brejnev : leur bonnes relations, la mise en place d'une politique de communication entre la France et l'U.R.S.S., l'accord passé avec les Etats-Unis sur la prévention de la guerre nucléaire et ses conséquences pour les autres puissances ; le second entretien traite de la Chine, du Moyen-Orient, de la C.S.C.E. et de la question des armes nucléaires ; Brejnev craint une réintégration de l'O.T.A.N. par la France et l'entente franco-allemande sous la forme d'une défense européenne ; le troisième entretien porte sur l'organisation du voyage de Pompidou en U.R.S.S.

[5] La conférence à Helsinki sur la C.S.C.E. (juillet 1973) ; les objectifs de la conférence pour les Russes : le maintien des frontières, les échanges bilatéraux et la non-ingérence ; Jobert défend les droits et devoirs des états souverains.

[6] Le voyage de M. Jobert en U.R.S.S. (27 juillet 1973) ; les difficultés de l'organisation du voyage ; l'entretien Gromyko-Jobert sur l'Extrême-Orient et l'Afghanistan ; la signature d'un accord de coopération scientifique et technique ; la rencontre Jobert-Brejnev : les personnalités présentes ; les discussions sur Washington, la CSCE, l'Extrême-Orient et l'Allemagne.

[7] Raisons du regain de tension dans les relations franco-soviétiques : l'incident de la déclaration sur la prévention de la guerre nucléaire, l'armement de l'Egypte par les Soviétiques, l'attitude de la presse française à propos des dissidents soviétiques A. Sakharov et A. Soljenitsyne ; le voyage de G. Pompidou en Chine et la guerre du Kippour ; l'accord difficile entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

[8] Voyage de A. Gromyko à Paris (février 1973) : les points litigieux concernant la guerre du Kippour, la défense européenne et la presse française ; l'entretien

entre A. Gromyko et G. Pompidou ; les entretiens de M. Jobert et A. Gromyko sur l'énergie, le Moyen-Orient et la C.S.C.E. les différentes manifestations contre l'U.R.S.S. ; A. Gromyko réaffirme la politique soviétique d'entente et de coopération avec la France.

[9] Le voyage de G. Pompidou en U.R.S.S. (mars 1974) ; les difficultés de la préparation matérielle du voyage ; le voyage commence par une séance élargie, l'entourage de G. Pompidou, les deux parties se félicitent des relations franco-soviétiques, l'entretien Gromyko-Jobert sur la C.S.C.E. et le Moyen-Orient.

[10] L'entretien Brejnev-Pompidou sur la C.S.C.E., l'accord de G. Pompidou pour une signature de l'acte final d'Helsinki au sommet ; la presse soviétique se félicite du voyage tandis que la presse française est plus nuancée du fait des dissidents ; le bilan des liens franco-soviétiques sous Pompidou.

2^{ème} partie

[1] *Ambassadeur de France à Moscou (1973-1976) (suite)*. — La disparition de G. Pompidou, la démission de W. Brandt et R. Nixon rendent l'année 1974 difficile pour les Soviétiques ; la mort de Pompidou : l'émotion de L. Brejnev et de la presse soviétique ; le compte rendu des obsèques ; les autres difficultés sur la scène internationale : la révolution des œillets au Portugal et le problème de l'intervention pour les Soviétiques ; l'élection de Valéry Giscard d'Estaing : les tentatives de J. Vimont pour rassurer les Soviétiques sur la continuité de la politique française ; le problème de la nomination de J. Sauvagnargues au ministère des Affaires étrangères ; Valéry Giscard d'Estaing assure L. Brejnev de sa fidélité à la politique franco-soviétique du général de Gaulle.

[2] Le voyage de J. Sauvagnargues en U.R.S.S. conseillé par J. Vimont : les assurances faites aux Soviétiques sur l'Allemagne et la C.S.C.E.; l'entretien positif de J. Sauvagnargues et L. Brejnev : l'accord complet des deux hommes sur la poursuite de la politique d'amitié, la question allemande, l'intérêt pour l'U.R.S.S. de faire rentrer la R.F.A. dans la C.E.E. selon J. Sauvagnargues. Le rapprochement des Soviétiques avec les Etats-Unis ; la visite du chancelier H. Schmidt en U.R.S.S. ; la préparation de cette rencontre par A. Gromyko qui s'entretient avec J. Vimont de la C.S.C.E. et de Berlin ; la déclaration de M. Poniatsky au Sénat et ses conséquences.

[3] Le voyage de L. Brejnev à Paris (décembre 1974) : le premier entretien Giscard d'Estaing-Brejnev; parallèlement entretien Sauvagnargues-Gromyko ; retour sur le style des entretiens Gromyko-Jobert sur l'Europe ; deuxième entretien Giscard d'Estaing-Brejnev, évocation d'entretien possible sur le domaine militaire ; le dîner officiel, la présence des photographes est autorisée ; second entretien Sauvagnargues-Gromyko sur la C.S.C.E. ; signature de traités économiques ; nouvel entretien de L. Brejnev et V. Giscard d'Estaing élargi aux ministres des Affaires Etrangères ; euphorie des deux presses à la suite de la visite ; l'esprit de Rambouillet. Crise de l'Union soviétique avec les Etats-Unis du fait du vote par le congrès de l'amendement Jackson au sujet de l'émigration des Juifs russes vers Israël et les Etats-Unis.

[4] Le rapprochement anglo-soviétique : visite du premier ministre britannique H. Wilson ; l'ambassade britannique à Moscou ; les nouvelles relations de la Grande Bretagne et de l'U.R.S.S.

[5] Retour sur le voyage de L. Brejnev : visite de la commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale ; l'entretien entre Ponomariov et M. Couve de Murville.

[6] Le voyage de J. Chirac à Moscou, accompagné de J. Sauvagnargues et M. d'Ornano (mars 1975) : les difficultés de préparation du voyage ; réunion sur la C.S.C.E. ; l'entretien Sauvagnargues-Gromyko sur la C.S.C.E. ; J. Vimont accompagne J. Chirac dans son programme touristique ; l'exposé par J. Sauvagnargues de cas humanitaires en particulier arméniens ; deuxième séance plénière consacrée à la coopération économique et industrielle puis déjeuner à l'ambassade de France : le problème du respect du protocole russe ; poursuite des visites touristiques ; troisième séance plénière et signature d'accords de coopération en matière d'agriculture et d'environnement ; entretien de Brejnev et Chirac, question de la représentation de la France au trentième anniversaire de la victoire ; la C.S.C.E., le Moyen-Orient, l'économie et le voyage de Valéry Giscard d'Estaing.

[7] La défaite américaine au Vietnam ; la chute de Phnom Penh (17 avril 1975) ; le recueil par l'ambassade de France de sept soviétiques après la destruction de leur ambassade ; la prise de Saïgon.

[8] La célébration du trentième anniversaire de la Victoire prévue le 8 mai ; les représentants américain et britannique attendus ; Valéry Giscard d'Estaing limite au 11 novembre les fêtes nationales pour la Victoire, ce qui provoque un incident avec les Soviétiques ; réparation de l'incident par madame Veil lors de son voyage en U.R.S.S.

[9] La décision des souverains européens d'accepter les visites en U.R.S.S. : la visite de la reine du Danemark ; l'évolution du protocole ; l'affaire du mariage de Spasky ; l'affaire du document de Ponomariov, les commentaires de M. Poniatowsky et la réaction soviétique ; la signature de l'acte final d'Helsinki ; la visite positive de M. d'Ornano en U.R.S.S.

Entretien n° 12 réalisé le vendredi 10 avril 1987 au ministère des Affaires étrangères, 37 Quai d'Orsay à Paris par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères et Maurice Vaisse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] *Ambassadeur de France à Moscou (1973-1976) (suite)*. — La préparation du voyage de V. Giscard d'Estaing dans un contexte de relations franco-soviétiques difficile : retour sur des incidents passés, l'affaire du message de Valéry Giscard d'Estaing pour la *Pravda* ; le sentiment de Valéry Giscard d'Estaing sur l'accord d'Helsinki.

[2] Le voyage de Valéry Giscard d'Estaing (octobre 1975) : l'accueil de la *Troïka* et des ambassadeurs de la C.E.E. à son arrivée, la faiblesse de la présence populaire sur le passage du cortège ; la première séance plénière aborde les suites d'Helsinki ; l'échange des textes des toasts pour le dîner officiel : l'opposition des deux textes et l'impossibilité de les modifier ; la journée du 15 octobre : l'absence de L. Brejnev ; les réactions de la presse française ; la journée à Kiev ; l'entretien

Brejnev-Valéry Giscard d'Estaing porte sur le Moyen-Orient, les Etats-Unis, la sécurité de l'armement militaire et les facilités de communication entre les deux chefs d'Etat ; la deuxième séance plénière et la signature de la déclaration sur le développement de l'amitié et de la coopération et des accords de coopération. Précisons sur l'organisation de la visite par les services de l'Elysée et du ministère des Affaires étrangères.

[3] les souhaits de V.Giscard d'Estaing, le problème des écoutes, le problème de la traduction.

[4] Retour sur la visite de Valéry Giscard d'Estaing ; la réalité de l'entente franco-soviétique après octobre 1975 ; la question de l'augmentation de l'armement soviétique ; les visites d'autres dirigeants après suivant de Valéry Giscard d'Estaing ; l'intervention soviétique en Angola ; la correspondance entre Brejnev et Valéry Giscard d'Estaing sur le nucléaire et la conférence Nord-Sud.

[5] Les deux aspects de la politique communiste : le discours favorable à la France de Brejnev lors du XVème congrès du Parti Communiste et le discours du représentant du P.C.F. à l'opposé de celui de L. Brejnev ; la politique de coopération soviétique : son objectif de maintien des frontières de 1945 et en même temps la volonté d'unité du monde communiste contre l'Ouest. L'expulsion d'agents français en réponse à l'expulsion d'un résident du KGB à Paris.

[6] La célébration du Xème anniversaire du voyage du général de Gaulle : J. Vimont propose un accord en faveur des artisans de la coopération qui est accepté.

[7] La visite de A. Gromyko (mai 1976) ; séance sur le risque d'un déclenchement accidentel de l'armement nucléaire : J. Sauvagnargues refuse la signature de l'accord proposé par les Soviétiques et en propose un autre ; les séances plénières portent sur le Liban, le Moyen-Orient, les Etats-Unis et l'Afrique. La question des droits de l'homme n'est pas évoquée en U.R.S.S.

[8] Les contacts de J. Vimont avec les membres du P.C.F.

[9] Précisions de J. Vimont sur l'acte final d'Helsinki et ses conséquences souhaitées d'une politique d'ouverture de l'U.R.S.S. L'influence de Samuel Pisar à propos de l'ouverture économique à l'Est qui peut favoriser la détente.

2ème partie

[1] *Ambassadeur de France à Moscou (1973-1976) (suite)*. — L'ambassade de France à Moscou : les locaux, le déroulement d'une journée type ; le logement du personnel de l'ambassade ; l'école française ; le rôle des stagiaires de l'E.N.A. et des volontaires du Service national ; les attachés spécialisés : le service culturel, le service commercial, la mission militaire ; la réunion hebdomadaire avec les chefs des missions spécialisées ; la sécurité à la chancellerie ; le consulat de Leningrad ; les correspondants de presse ; la colonie française ; l'exemple de la situation des coopérants à Serpoukhov ; le problème des conjoints soviétiques de Français.

[2] Le cinéma français de l'ambassade ; la théorie soviétique sur l'égalité de traitement du corps diplomatique ; les difficultés pour se déplacer dans le pays ; retour sur le statut des attachés spécialisés ; les relations entre les militaires français et les Soviétiques.

[3] Les bonnes relations entre militaires français et soviétiques.

[4] La durée du service national ; le sentimentalisme des militaires.

[5] Les relations de J. Vimont avec les personnalités politiques et diplomatiques soviétiques.

[6] Les relations de J. Vimont avec les diplomates en poste à Moscou ; l'inexistence des rapports avec les ambassadeurs des démocraties populaires, même dans le cas de la Pologne ; les représentants cambodgiens ; la fidélité des diplomates africains à la France. Le problème des écoutes, anecdote sur le sujet.

[7] Les liens de J. Vimont avec les membres du gouvernement soviétique ; évocation de madame Fourtseva : l'organisation de l'exposition de la Joconde à Moscou, au musée Pouchkine ; J. Vimont assiste à une crise ministérielle soviétique après l'élection du nouveau Soviet Suprême : la démission de Kossyguine puis sa réélection.

[8] Le peuple soviétique et le régime ; les caractéristiques du peuple soviétique : son patriotisme et son attachement au sol, sa soumission et sa sentimentalité. Les discussions de J. Vimont avec le ministre de l'enseignement sur les questions de l'orientation et des syndicats.

3^{ème} partie

[1] Les intellectuels et les artistes ; la sortie d'U.R.S.S. de Rostropovitch ; l'exposition Chagall en 1973 ; les incidents à Moscou en 1974 au sujet d'une exposition sauvage. La coexistence pacifique.

[2] Le rôle du parti communiste dans la politique de l'U.R.S.S., l'exemple de la Tchécoslovaquie, l'arrêt de la sortie des Juifs d'U.R.S.S..

[3] L'évolution dans la pratique du culte.

[4] Les rapports de J. Vimont avec les médias ; après l'intervention de Tchervenenko à la télévision française, J. Vimont intervient à la télévision soviétique. Les caractéristiques des Soviétiques dans les négociations; la politique défensive des Soviétiques.

[5] Les relations de Valéry Giscard d'Estaing avec L. Brejnev : les positions de Valéry Giscard d'Estaing sur l'Alliance Atlantique et sa politique allemande. Les soupçons des Soviétiques sur le rôle de la France dans la chute de W. Brandt.